Les problèmes de l’Etat

Voici la fin de notre étude [[Voir *Révision* d'avril, n° 3.]] sur l'État. Cette deuxième partie comprend l'analyse des principales expériences ouvrières de l'après-guerre et un essai de synthèse.

Les problèmes soulevés sont loin d'être épuisés. Néanmoins nos lecteurs trouveront dans les pages qui suivent la mise en chantier d'une série d'études que nous espérons voir compléter dans les prochains numéros de la revue. Les questions du rôle de l'intelligentsia dans ses rapports avec le mouvement révolutionnaire ; des formes ouvrières de la police, de la justice et de l'armée, des interinfluences entre syndicat et parti, restent inachevées.

Rappelons que nous sommes une revue d'études et non un organe de fraction, et que, par conséquent, toutes les contributions venant de nos lecteurs seront les bienvenues.

À la lueur de l'Expérience

Les États esclavagistes, féodal-agraire, bourgeois-industriel ont derrière eux des siècles ou des dizaines d'années d'existence ; il est donc possible de faire une étude approfondie de leur caractère. Il en va tout autrement quand il s'agit des applications pratiques de créations d'État inspirées d'intention marxiste ou d'organes se substituant à l'État suivant les doctrines anarchistes ou syndicalistes. Il ne s'agit là que de véritables « lueurs », extrêmement brèves rendant l'établissement d'un jugement particulièrement difficile.

[|20 ans de bolchevisme|]

C'est en faisant cette réserve qu'il faut aborder la « lueur » qui dure depuis 20 ans en Russie et qui permet

expérimentalement d'étudier comment la réalité de ce pays a déformé les projets primordiaux.

Il faut se souvenir que notre numéro précédent, cherchant à esquisser l'État ouvrier, selon les marxistes, disait qu'il devait être formé par « l'assemblée nationale travailleuse » (les Soviets).

C'est en effet ainsi que l'expérience fut abordée, le pouvoir de l'État fut pris au nom du congrès des Soviets (exactement de Conseils de députés ouvriers, paysans, soldats). Effectivement au début les Soviets, du côté ouvrier, étaient composés de délégués d'usines, et du côté paysan de délégués de villages, et enfin du côté soldats de délégués de compagnies.

Mais c'est ici que le premier heurt avec la réalité se produisit ; une assemblée nationale « travailleuse » pour un pays immense nécessitait une délégation restreinte. Ceci amena un système très compliqué d'élections à 3 ou 4 degrés aboutissant au sommet de la pyramide à un simple conseil des ministres (dénommés commissaires du peuple) régnant à coups de décrets et soumis à un contrôle de façade.

Toutefois ce qui fut une conséquence plus grave de ce système de délégations ce fut la perte de la liaison directe entre la masse et les délégués ; les partis politiques se lancèrent à la conquête des Soviets faisant composer ceux-ci non seulement de délégués issus de l'entreprise, du village, de la compagnie, mais en présentant parmi les délégués, les « militants » connus par leur art oratoire, leur plume ou leur passé de persécution. Le lien économique était brisé ; le charlatanisme de la tribune et du journal allait faire des merveilles. Un moment phraséologues et écrivassiers durent s'adapter au souffle de la révolution. Mais au fur et à mesure que les éléments prolétariens les plus actifs étaient moulus et absorbés par la guerre civile, logiquement les délégués désignés pour leurs qualités politiques et non économiques

devenaient prépondérants. Pour pouvoir « bien » parler, « bien » écrire, « bien » organiser l'agitation et le recrutement il fallait (surtout dans un pays comme la Russie) une certaine instruction, certaines habitudes de travail mental, certaines capacités de généralisation et de déduction. Quoi d'étonnant que les travailleurs du cerveau, les intellectuels, « l'intelligentsia » forma les cadres du pouvoir nouveau : étudiez la biographie des principaux potentats russes, vous y rencontrez des journalistes, des écrivains, des ingénieurs, des employés, des instituteurs, des docteurs, des étudiants universitaires, et d'anciens ouvriers passés au travail des partis développant chez eux avant tout le cerveau et rompant le lien industriel.

Cette couche sociale mit en évidence ses militants les plus actifs en les agglutinant autour du parti bolchevik – le plus audacieux, le plus hardi, le plus capable, le plus anticapitaliste, mais aussi le plus fourbe, le plus cynique, le plus amoral, le plus sans scrupules, non seulement envers la bourgeoisie, mais aussi envers le prolétariat et la paysannerie.

Cet ensemble de propriétés lui permit de conquérir et de maintenir une place prépondérante dans le pouvoir et plus tard d'obtenir le monopole de celui-ci.

Les réactions

Le prolétariat se battant dans la guerre civile ne pouvait pas ou n'osait pas (pour ne pas permettre une contre-révolution bourgeoise) se retourner contre le nouvel ennemi qu'il avait couvé dans son sein ; à la fin de la guerre civile en mars 1921, il tenta désespérément à Cronstadt de reconquérir les « vrais Soviets ». Il fut écrasé, parce que la masse ouvrière russe était épuisée autant par les combats que par la famine. À côté du prolétariat la paysannerie pauvre se faisait hacher avec les makhnovistes pour les « vrais Soviets ». Isolé au point de vue international, le prolétariat russe voyait les

travailleurs d'occident divisés en jouisseurs et en victimes de l'après-guerre, la partie était perdue.

Lénine, le créateur, le promoteur du parti unique fut cruellement châtié en tant qu'homme dans son triomphe : peu de temps avant la maladie qui lui fut fatale, il put encore comprendre où son œuvre s'orientait. Au xi[e] congrès du P.C. russe il put encore prononcer : « *Notre État est un État ouvrier et paysan à déformation bureaucratique... La machine vous échappe des mains, on dirait qu'un autre la dirige, elle court dans une autre direction que celle qu'on lui a fixée...* » (Compte rendu du 11[e] congrès).

En effet la machine avait trouvé sa voie. Après la mort de Lénine, après l'élimination de Trotski dont l'envergure et le souvenir de l'ancienne activité pro-ouvrière paraissaient dangereux, les Soviets poursuivirent leur dégénérescence. Réduits à être de très timides conseils municipaux, ils virent Staline leur donner le coup de pied de l'âne dans sa constitution de 1936 ; dorénavant il ne subsistait plus que l'étiquette soviétique ; même le camouflage des élections se faisait à la façon parlementaire traditionnelle pour des institutions soi-disant législatives centrales.

Le pouvoir réel s'était encore plus écarté ; concentré à la mort de Lénine dans les mains d'un bureau politique du parti-monopole, il devait s'en aller à travers déportations et fusillades vers le pouvoir personnel strict d'un seul : Staline, nouveau tzar de toutes les Russies.

Mais celui-ci incarne et s'appuie sur la caste privilégiée des travailleurs cérébraux, enlaçant dans ses tentacules l'économie, la magistrature, la police, l'éducation, la diplomatie et l'armée.

L'État russe : diplomate, policier et magistrat

Dans tous les domaines de la vie sociale l'État russe suivit la même évolution. Le manque d'espace réservé à cette étude empêche de décrire les détails dans l'agriculture, dans le commerce, dans la banque.

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que le cours de ce développement se limitait aux faits économiques. Ainsi la diplomatie de l'État russe commence par être une diplomatie de « place publique ». Il est vrai qu'il n'y eut jamais d'organes embryonnaires de la diplomatie ouvrière directement issus de la masse. Mais enfin les premières notes de Tchitcherine, commissaire du peuple aux affaires étrangères étaient adressées non pas aux diplomates professionnels, mais aux peuples et cela bien souvent par radio et par la presse. En outre, tous les pourparlers de Brest-Litovsk étaient suivis seconde par seconde, grâce à un fil direct par le Comité central du parti communiste ; celui-ci les soumettait à une discussion très intense dont une grande partie était publiée.

Au fur et à mesure, que la diplomatie russe remporta des succès par la reconnaissance de nombreux pays, elle se boucla en caste très fermée : non, seulement les ambassadeurs ne furent jamais élus par les Soviets, mais tous les pourparlers étaient conduits à la façon traditionnelle, c'est-à-dire secrète. Plus encore, aucun des traités conclus n'était soumis à discussion devant l'opinion, ouvrière.

Un phénomène analogue se produisit dans les appareils de répression. Partis avec un programme promettant la suppression de la police, les bolcheviks russes se trouvèrent en présence d'une milice et de tribunaux populaires pratiquement contrôlés et désignés par les soviets locaux. Ils eurent tôt fait de porter la griffe de l'État centralisé dans ce domaine. Au lieu de juges élus, il y eut des magistrats professionnels,

« recommandés », c'est-à-dire, imposés par le parti monopoliste, arrangeant les nominations par le Commissariat du peuple central et ses subordonnés provinciaux. L'électivité ouvrière ne subsiste plus que pour des assesseurs siégeant d'ailleurs uniquement dans des organes correspondant à la justice de paix en Occident.

Au début les juges ouvriers jugeaient suivant ce qu'ils appelaient « la conscience révolutionnaire », observant quelques grands principes sans se considérer liés par un droit formel. Peu à peu les professionnels de la justice établirent un code nouveau à caractéristiques très féroces, comprenant notamment les crimes de non-délation, de peine de mort pouvant frapper même des adolescents de 12 ans, d'exécution capitale pour vol.

L'application de la « conscience révolutionnaire » se déforma d'une façon particulière ; les répressions très graves et surtout celles dirigées contre les éléments voulant approfondir la révolution furent confiées à des collèges de militants considérés comme particulièrement purs et dévoués ; le prototype de ceux-ci fut Dzerjinski, le fondateur de la Tcheka (Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution) ; cet organisme devint plus tard le Guépéou (Administration politique d'État) et plus tard encore le N.K.V.D., section de sûreté auprès du Commissariat des affaires intérieures. Mais à travers toutes les métamorphoses, ces organes conservent leurs traits essentiels : ils ne sont en aucune façon *élus* mais *nommés* par les autorités supérieures ; ils ne subissent aucun contrôle autre que celui de leurs propres chefs ; ils jugent et instruisent les procès eux-mêmes ; ils n'admettent ni défense par avocats, ni témoignages ; ils ne publient pas les sentences. Ils agissent en vertu de la confiance que met en eux le parti pour s'inspirer toujours de l'intérêt suprême du prolétariat. Telle est la théorie. Dans la pratique cette activité est dirigée en premier lieu contre les protestations ouvrières et est menée

absolument arbitrairement.

Des comités d'usine aux trusts d'État

Le parti bolchevik en prenant le pouvoir avait à son programme la nationalisation de la grande industrie ; il réalisa cette promesse même au-delà de ses intentions, poussé par la masse croyant pallier aux difficultés matérielles par une expropriation totale ; d'autre part la résistance larvée de la petite bourgeoisie accéléra sa propre exécution par l'État russe.

Mais les premiers mois, cette nationalisation ne fut qu'une mesure déclarative ; l'opposition en fait vint non de la bourgeoisie, mais des ouvriers. Ceux-ci détenaient, en fait, les usines par l'intermédiaire des Comités d'usine ; c'étaient là des organisations particulières se rapprochant du type syndical sans être des syndicats. Ils avaient de commun avec les syndicats le lien industriel ; mais assemblant des ouvriers qui n'avaient pas eu le temps de se connaître dans la vie collective en tant qu'organisation, la sélection des délégués devenait moins rigoureuse que dans les syndicats ; le point de vue étroit de l'usine l'emportait sur la vue d'ensemble de l'industrie et de la classe ouvrière.

Ces organes se heurtèrent très tôt (avant la paix de Brest-Litovsk) avec des bureaux d'État qui prétendaient diriger l'industrie nationalisée ; un organe avait été nommé, non pas par élection, mais par désignation au nom des organes centraux (Commissaires du peuple, Présidium de Comité exécutif provincial des Soviets), cet organe, s'appelait Conseil supérieur de l'Économie populaire (V.S.N.H.) ; cette institution créa par localité des sections régionales et locales ; par industries elle institua des centrales de la houille, du fer, de l'alcool, etc. ; dans ce réseau les fonctionnaires n'étaient évidemment ni élus, ni révocables, ni amovibles ; ils avaient leurs propres intérêts économiques ; ils voulaient les traitements les plus élevés possible ; ils

s'appropriaient ainsi sous une autre forme la plus-value créée par le travail des ouvriers. Ils s'allièrent à la partie des techniciens des usines auxquels ils étaient liés par la forme du travail cérébral.

Les conflits entre Comités d'usine et Glavki ou Centres (comme on appelait les Centrales) se nouèrent autour des dépôts de combustibles, matières premières ou utilisation des produits achevés, financement (l'argent était maintenu en grande partie pour les salaires, les banques restant entre les mains de l'État, les Centrales avaient sur bien des points des positions prédominantes).

Les Comités d'usine avaient pour eux la sympathie de la masse, la connaissance pratique de l'industrie, une plus grande souplesse dans les échanges et les relations ; comme défaut ils avaient une tendance à voir avant tout l'intérêt de leur propre usine.

Les Centrales disposant d'une masse de ressources matérielles (combustible, outillage, matières, premières) et pouvant faire fermer le robinet des salaires, eurent aussi comme alliés la magistrature d'État et en particulier la Tcheka (Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution). Un des grands problèmes qui, d'une façon apparente, heurta Comités d'usines et Centrales fut le choix entre la direction des usines par une équipe de direction choisie et contrôlée par le Comité d'usine ou par un directeur individuel responsable devant la Centrale et donc nommé par celle-ci (le personnel ne conservait qu'un droit théorique d'exprimer sa désapprobation ou son acquiescement à cette nomination).

La partie active du prolétariat étant occupée à la guerre civile, ce furent les Centrales qui l'emportèrent. Seulement leur triomphe entraîna aussi l'accentuation de la paperasserie, des bureaux, de la comptabilité au point que cette machinerie consommait toute la valeur de la production en frais intérieurs ; les usines commencèrent à ralentir au

point que vers le milieu 1921 elles étaient proches de leur paralysie complète.

C'est alors que les bolcheviks, protagonistes de l'étatisme total, durent dans un des aspects de la Nep faire machine on arrière ; la gestion de l'État amenait la mort de l'industrie ; les bolcheviks entrebaillèrent la porte à l'initiative privée se rendant d'ailleurs compte qu'en même temps ils permettaient la rentrée dans l'arène de la bourgeoisie. Ils permirent quelques formes de l'industrie privée et des concessions étrangères. Mais en même temps ils transformèrent les Centrales, simples sections d'État en trusts d'État, créant des entreprises ayant figures de personnes juridiques, possédant leurs capitaux, immeubles, outillage, propres, mais contraints de livrer leurs bénéfices à l'État. Ces entreprises vendaient et achetaient leurs produits sur un marché, (il va de soi qu'aucun droit ne fut reconnu à une participation ouvrière directe), se concurrençaient, acquerraient ainsi la souplesse nécessaire.

Si triste que cela soit à admettre pour des révolutionnaires socialistes, cet ensemble de mesures capitalistes ranima l'industrie. Celle-ci (tout en opprimant la classe ouvrière) au point de vue strictement technique ne marcha jamais si bien qu'au cours des années 1923 à 1926.

Mais ici devait se vérifier la justesse d'un autre principe marxiste, l'importance du facteur économique pour la détermination des formes politiques. La petite bourgeoisie, voire la bourgeoisie moyenne se remplumant, commença à redresser la tête en face du bureaucratisme d'État. En outre la reprise de l'industrie s'opérait plus dans les branches d'utilisation immédiate que dans l'industrie lourde particulièrement décisive pour les besoins de guerre.

La bureaucratie comprit ce double danger. Elle retourna avec ses plans quinquennaux vers l'étatisme plus accentué, quasi totalitaire ; par la collectivisation des terres elle écréma

toutes les ressources paysannes, les orientant vers le développement de la grande industrie. Mais, là encore la mainmise de l'État se fit sentir. Les années 1931-1934 furent celles d'une famine artificielle permettant de construire sur les os des ouvriers et des paysans une industrie lourde donnant à l'État russe une certaine autonomie en cas de guerre.

Pourtant une fois de plus la théorie bolchevique louvoyait devant la réalité. Pour ne pas [laisser ?] complètement mourir de faim la bête de somme productrice : le moujik, l'État permit aux kolkhozes, travaillant surtout pour l'État, de vendre une partie de leurs produits ; en outre il fut généreusement « permis » aux paysans de posséder à côté des fermes pratiquement étatisées leurs potagers leur basse-cour, voire leur vache individuelle et de vendre leurs produits sur un marché. De nouveau l'économie se [texte manquant... sans doute « redressa » ?]

Du côté ouvrier, à travers ces zigzags, plus rien ne subsiste des conquêtes prolétariennes. Les comités d'usine, complètement en tutelle, sont les ramifications des syndicats, devenus à leur tour les animateurs du travail forcené au profit de l'État-patron, représentant soi-disant l'ensemble des intérêts prolétariens. Tel est l'aboutissement de l'expérience de l'État ouvrier en matière d'usines.

Conclusion

L'État russe fut établi par le parti bolchevik qui se considérait marxiste, suivant un projet de création démocratique ouvrière ; il offrait au point de vue contrôle et électivité les meilleures promesses.

Dans la réalité il a écrasé ou domestiqué les organes embryonnaires de la gestion ouvrière (syndicats, comités d'usines, comités de paysans, conseils de soldats) ; il est devenu l'organe des travailleurs intellectuels qui dominent

les manuels, tout en prétendant gouverner au nom de l'ensemble du prolétariat.

Cette évolution s'est opérée à travers la mainmise de plus en plus rigide du parti politique monopoliste : les bolcheviks. Ce monopole commença par une domination morale grâce à une prédominance dans le maniement des instruments de l'intelligence : la parole, la plume, l'art de l'organisation. Elle se poursuivit par la ruse, la calomnie, le terrorisme, la déportation, l'emprisonnement. Elle aboutit à l'identification de l'appareil de l'État avec celui du parti : pratiquement à un régime antiouvrier d'un despotisme hermétique.

Certes les conditions particulières russes ont facilité cette évolution : le prolétariat russe était très jeune, venait à peine de créer ses syndicats, portant sur ses épaules toute la formation sociale précédente empoisonnée par des siècles d'absolutisme.

Une longue étude serait nécessaire pour dégager les facteurs qui, dans l'expérience russe, étaient propres à ce pays, à son stade économique, à son immensité territoriale, à sa diversité, également aux conditions objectives dans lesquelles se déroula cette expérience. Il est certain que la situation particulière de la Russie et les difficultés qu'elle rencontra accélérèrent la marche vers la dictature antiouvrière. Encore ne faudrait-il pas tomber dans le travers opposé qui consiste à expliquer toutes les déviations par de soi-disantes conditions typiquement russes et son évolution comme le résultat d'une fatalité mystérieusement contre-révolutionnaire.

Néanmoins l'immensité de cette expérience, la similitude de son évolution dans toutes les branches de la vie sociale, la perte totale des libertés ouvrières en résultant, imposent de classer ce résultat parmi les données militant au point de vue ouvrier contre l'utilisation d'un appareil social, gouvernant l'ensemble de la vie collective, prétendant agir au nom de

plusieurs classes simultanément (ouvriers, paysans intelligentsia).

Dans un prochain numéro paraîtra une étude plus approfondie sur ce point précis.

[|La Commune hongroise|]

Du 21 mars 1919 au 10 août 1919, c'est-à-dire pendant un peu plus de quatre mois seulement, la Hongrie servit de théâtre à une expérience révolutionnaire qu'il est difficile de qualifier avec exactitude vu la complexité et la rapidité du mouvement.

Bela Kun est à la tète du parti communiste hongrois, il dirige à la fin la diplomatie du nouvel État ; un marxiste comme Varga joue durant l'expérience un rôle prépondérant, mais d'un autre côté une part assez grande est faite aux syndicats, et certains essais de communalisations seront tentés.

Après la dernière séance de l'assemblée nationale républicaine (21 mars 1919) le pouvoir est remis au prolétariat.

Erdelyi organise des magasins communaux fonctionnant dans un rayon limité ; des conseils d'ateliers reçoivent d'un comité de distribution, des marchandises que les ouvriers syndiqués pouvaient se procurer gratuitement. Le « conseil économique populaire » et le « directoire économique » centralisent la production industrielle, mais le droit de regard est laissé aux syndicats sur les distributeurs et les consommateurs qui présentent leurs revendications par des « conseils départementaux ».

La direction de transports est laissée à un « conseil d'exploitation » élu par les cheminots syndiqués. Du côté paysan il y aura un véritable communalisme agraire, avec des coopératives et des syndicats (les paysans seront si heureux de cette nouvelle organisation qu'ils seront les plus fidèles

défenseurs du nouveau régime).

Eugène Varga, commissaire aux Finances, tenta de remplacer le numéraire par les cartes syndicales et les bons de confiance.

Il fallut bien vite songer à défendre un tel régime, attaqué par les nations capitalistes ; l'on fit donc appel aux milices recrutées volontairement dans les syndicats (plus de 80.000 miliciens furent ainsi levés). Les milices remportèrent quelques succès contre les armées tchèques et franco-roumaines, mais Bela-Kun, refusant de faire la jonction avec les révolutionnaires russes et avec les éléments avancés de Vienne et de Munich, car il fallait pour cela traverser des territoires étrangers à la Hongrie, et acceptant, à la demande de Clemenceau, de faire participer les délégués hongrois à la conférence de la paix, sous réserve que les hostilités coutre les Roumains et les Tchèques seraient arrêtées, les milices se battirent dans l'incertitude, lâchèrent pied, se désorganisèrent et ce fut la défaite. Le 5 août 30.000 Roumains entrent à Budapest, le 10 on massacre à Csepel 1.000 ouvriers.

C'en était fait de la Commune hongroise.

[|* * * *|]

L'Histoire n'a pas permis à cette Commune une assez longue durée pour que l'on puisse juger fermement de ses qualités et de ses défauts, ses tendances définitives n'apparaissent pas clairement.

Il serait injuste d'appuyer sur quelques défauts qui se manifestèrent cependant (diminution de la production industrielle, tension entre paysans et ouvriers) ; l'on ne construit pas un régime parfait en quatre mois et l'organisation n'était pas terminée que déjà c'était l'écroulement sous les coups des agresseurs.

[|La république de Weimar|]

Les caractères généraux de la social-démocratie allemande sont connus : héritière de toutes les tares d'une bourgeoisie qui n'a pas su faire sa révolution, elle collabore depuis la guerre avec toutes les forces bourgeoises et étatiques, allant jusqu'à la répression vis-à-vis du prolétariat, si la collaboration de classe l'exige jusqu'au jour où la faiblesse du mouvement ouvrier, dont elle est la première responsable, permet à la bourgeoisie de se débarrasser de cet allié utile, certes, mais encore trop hésitant et exigeant à son goût. Sans rappeler en détail la politique S.D. pendant l'ère weimarienne, nous nous bornons ici à en dégager quelques aspects.

Révolution et contre-révolution

L'effondrement politique et militaire de l'Allemagne de Guillaume ii signifie l'écroulement d'un appareil d'État vraiment anachronique, prussianisé, en main des princes, des Jungers et de leurs créatures, quasi inaccessible – ses sommets du moins – à la bourgeoisie elle-même. Au milieu de la désagrégation de l'armée et de toutes les autorités et dans les remous révolutionnaires, la social-démocratie se trouve à sa grande surprise hissée au pouvoir, et en présence d'une situation à laquelle elle ne s'était jamais préparée. Voici comment Grzesinski haut dignitaire S.D., longtemps ministre de l'intérieur et préfet de police de Prusse, juge la politique menée par lui et les siens dans les journées décisives où surgissent les Conseils d'ouvriers et de soldats, où gronde la révolution : « Les hommes arrivés au pouvoir en novembre 1918 firent tous leurs efforts pour ramener aussi vite que possible l'ordre et la légalité. » Cet ordre, c'est le regroupement de toutes les forces de la réaction autour des derniers débris du vieil État : le Corps des Officiers. L'anarchie c'est à leurs yeux, les marins de Kiel, les manifestants de Berlin, de Munich – le peuple. Dans le début la social-démocratie

s'installe dans l'équivoque oscillant, désemparée entre les forces populaires et l'État-major. Ebert forme son gouvernement à la fois désigné par le prince Max de Baden et par le Comité Central des Conseils de soldats et d'ouvriers. Il fait aussitôt appel à Hindenburg pour organiser la démobilisation de l'armée – problème « technique » – et la collaboration avec l'État-major se précise tandis que les Conseils de soldats, dans leurs congrès d'Ems et de Berlin demandent la suppression de l'armée permanente et la création de la garde civique. Et pourtant les S.D. s'étaient mis à la pointe de ces mêmes Conseils « pour briser cette pointe ». Il s'avère que les Conseils même dominés par les réformistes et les bourgeois, c'est la révolution en puissance et le louvoiement entre eux et les généraux devient à la longue impossible. Prisonnier des marins de Dorrenbach dans son palais, Ebert appelle à son aide Groener avec qui le relie un fil secret et le général Lequis marche sur Berlin. Ebert retarde d'un jour la collision inévitable en haranguant les adversaires, mais le lendemain les troupes de Lequis sont battues par le prolétariat berlinois. Et tandis que la foule victorieuse s'en tient à des gigantesques manifestations, les S.D., sous la pression de l'État-major, chassent les socialistes indépendants du gouvernement ; leurs remplaçants sont Wissel et Noske. Noske se déclare aussitôt prêt à jouer le rôle de « chien sanguinaire » (textuel). Il charge Maerker de regrouper les Corps francs et c'est la reconquête de Berlin, la chasse aux spartakistes, les assassinats de Rosa, de Liebknecht ; à Halle, à Munich et ailleurs les Corps francs poursuivent leur œuvre et, en mars, ce sont de nouveaux massacres à Berlin qui s'achèvent dans un carnage des prisonniers.

Les élections de janvier 1919, à l'assemblée de Weimar, ne donnent pas aux S.D. la majorité escomptée. Cette assemblée siège d'ailleurs sous la protection des mitrailleuses de Maerker et de Lüttwitz (l'organisateur de putsch Kapp). Le C.C. des Conseils lui a déjà remis tous ses pouvoirs et, sous

l'impulsion de Noske, on ne laisse aux Conseils que des attributions consultatives.

Entre temps les forces monarchistes ne songent pas à se confiner au rôle de simples auxiliaires des S.D. La fraction extrémiste de la Reichswehr veut s'emparer du pouvoir sans partage. C'est le putsch Kapp.

En vain Noske appelle-t-il l'aile légaliste de la Reichswehr (Seekt) à la lutte contre son aile extrémiste et la police pactise en partie avec les insurgés. Les ministres s'enfuient à Dresde sous la protection de Maerker qui se prépare à les arrêter, enfin à Stuttgart. Entre temps la grève générale a balayé Kapp et sa bande. Grâce à Seekt, la brigade Ehrhardt n'est pas désarmée et, en évacuant Berlin, elle tire sur la foule. Les ouvriers entrés en mouvement exigent une épuration sérieuse des cadres de l'armée et de la police ; Ebert s'entremet auprès des autorités locales pour freiner la « démocratisation », l'amnistie pour les officiers subalternes est proclamée. Toutefois Noske doit démissionner. Dans la Ruhr, des milices rouges se sont constituées. À travers les syndicats, le gouvernement fait pression pour que le peuple dépose les armes. Enfin après des hésitations et réticences, il laisse se déchaîner les généraux Watter et Epp et l'« ordre » est ramené dans la Ruhr.

Ce n'est pas le lieu de discuter les causes profondes de la défaite de la Révolution allemande. Retenons seulement la faillite de la grande idée des S.D. de gouvernement – lutte à la fois contre le « bolchevisme » et la réaction – qui s'écroule devant la réalité de la lutte de classe. Observons que dans cette crise comme dans les suivantes, la scission effective ou virtuelle est portée au sein de la social-démocratie. Ouvriers S.D. à côté des révolutionnaires d'une part, bureaucrates S.D. et militaires de l'autre, sont des deux côtés de la barricade. Pus tard, en 1923, Ebert, président du Reich, laissera la Reichswehr chasser un gouvernement à direction S.D. en Saxe. (Un conflit, au fond

analogue, s'est produit en France lorsqu'un gouvernement de Front populaire laissait la police charger les manifestants de Front populaire à Clichy).

La social-démocratie et les syndicats

C'est pendant la guerre qu'ont surgi avec l'économie quasi étatique les principales formes de collaboration de classe appliquées pendant la République et que le parti S.D. réduit à une formation parlementaire est relégué à l'arrière-plan, vis-à-vis des syndicats représentés à l'Office du ravitaillement, aux fameuses communautés de travail, et enfin à l'Office paritaire pour la démobilisation. La collaboration intime avec l'État et le patronat est encore resserré par la suite. Il s'agit « de remplir l'État de contenu social » et de « contraindre la bourgeoisie à travers le mécanisme parlementaire de participer à la réalisation du socialisme » (Hilferding). C'est qu'aux conquêtes syndicales de la guerre (*sic*) ce sont ajoutées les lois sociales léguées par la Révolution avortée et les nouvelles lois – contrats collectifs notamment – que le patronat concède pendant l'inflation où la baisse du mark les prive de toute valeur. C'est afin de sauvegarder tout cet échafaudage d'institutions hétéroclites que le gouvernement S.D., appuyé par les Syndicats, généralise l'arbitrage qui enchaîne le prolétariat à l'État et jouera bientôt en faveur du patronat. Les syndicats sont ravis de voir tomber sous le pouvoir politique la fixation des salaires, l'assurance-chômage, etc. N'ont-ils pas un gouvernement qui leur est favorable ? Ne gouvernent-ils pas eux-mêmes ? C'est en parlant de l'arbitrage que Seidel, dirigeant syndical, admet que « les Syndicats doivent disposer d'une puissante représentation au Parlement ». Observons que l'étroite liaison entre les Syndicats « libres » et les S.D. ne signifie pas du tout la « politisation » du mouvement syndical. Au contraire les dirigeants syndicaux et S.D. veillent à ce que le prolétariat ne prenne pas conscience de l'unité de ses aspirations politiques (refoulées sur le plan

électoral et municipal) et syndicales (limitées à leur aspect purement revendicatif et corporatif). D'ailleurs le cumul des fonctions est énorme : en 1925 (d'après Varga), sur 130 députés S.D. il y a 46 leaders syndicaux, presque tous les dirigeants syndicaux sont membres du parti. Mais cette interpénétration de deux appareils n'équivaut pas à une subordination des syndicats au parti. Par les liens de collaboration de classe que les S.D, ont contribué à créer et consolider les syndicats sont liés à l'État davantage encore qu'au parti. Et voilà pourquoi, à la veille de la prise de pouvoir par le fascisme, les dirigeants syndicaux aspirent à rompre les liens qui les unissent à la social-démocratie devenue un allié compromettant. Et ce sont les pourparlers avec Schleicher, ce sont les élections de mars 1933 où, pour la première fois, l'appel des syndicats libres n'est pas expressément en faveur du P.-S., c'est la rupture du Front des syndicats, l'acceptation du Syndicat unique, de la « dépolitisation ». Achevant l'œuvre des Noske, les Leipart livrent la classe ouvrière pieds et poings liés à l'État d'Hitler.

La structure sociale de la social-démocratie

Un regard sur la composition sociale de la S.D. est indispensable pour comprendre sa politique. En 1925 (toujours d'après Varga), sur environ 850.000 membres, il y a 500.000 ouvriers, surtout des ouvriers qualifiés, 300.000 « petits-bourgeois », c'est-a-dire des fonctionnaires ayant une pension assurée, etc., tous gens qui se sentent supérieurs au simple ouvrier. Il y a enfin 50.000 fonctionnaires du Parti, politiques, syndicaux, coopératifs et municipaux dont une bonne partie subit l'influence de la bourgeoisie. Quant aux jeunes, aux chômeurs et aux ouvriers agricoles, ils subissent à cette époque déjà très peu l'influence S.D. Dans cette même année, 60 p. 100 des membres étaient adhérents du parti d'avant 1914. Cette « vieille garde » a toujours mémoire du

lent et patient effort d'avant-guerre visant non sans succès en apparence à transformer par des victoires électorales et d'organisation l'État bismarckien en un État « social » garantissant à chaque ouvrier un niveau de vie convenable. Sa politique restera de lier le prolétariat de plus en plus intimement à l'État. Or cet État tutélaire dispensateur d'allocations et de services publics n'est qu'une mince façade collée sur un puissant appareil de répression tout à fait antiouvrier et antidémocratique, dont chaque crise sociale dévoile la hideuse réalité. (État de siège, § 48, etc.)

La social-démocratie devant l'appareil d'État

La situation des couches supérieures dominant le parti explique la politique dite du moindre mal – phrase servant à masquer la collaboration avec des forces de plus en plus réactionnaires (appui du gouvernement Cuno, élection du Hindenburg). Foncièrement conservateurs, tout en devant leur position à la confiance ouvrière, ces bureaucrates n'ont qu'une pensée : perpétuer une situation où par peur des ouvriers les bourgeois les laissent participer au pouvoir, où les ouvriers dominés socialement et idéologiquement par la bourgeoisie s'en remettent à eux, jouer l'une contre l'autre ces forces antagoniques tout en évitant les chocs brutaux. De là leur conception de la « lutte sur les deux fronts », de là aussi qu'ils ne mènent cette lutte en réalité qu'a sens unique contre la gauche en s'appuyant sur l'État, mais qu'ils sont désemparés dès qu'il s'agit de frapper la droite, n'osant pas lâcher les masses « anarchiques » qui risquent de les balayer. Chaque crise ébranle les bases mêmes d'un tel parti, amalgame de classes diverses. L'exercice du pouvoir par la S.D... dans un pays en rapide évolution sociale comme l'Allemagne ne pouvait être que provisoire, et au fond les dirigeants en eurent toujours conscience.

Ils sentent que la Reichswehr, d'instrument est devenue leur

maître. Naturellement ils commencent à se rebiffer. Von Seekl est débarqué et Scheidemann dénonce au Reichstag la Reichswehr comme un État dans l'État. Cela ne change rien. La Reichswehr se débarrasse complètement du contrôle des civils et Grzesinski témoigne que le ministère de la Reichswehr était plus militariste que l'ancien ministère de Guerre prussien. Même échec des autres tentatives d'épuration, À Weimar, les S.D. ont toléré que continue l'anachronisme d'États comme Lippe et Oldenburg qui deviendront des chefs hitlériens, ils n'ont apporté aucun changement à la situation du prolétariat agraire, notamment à l'est de l'Elbe où encore en 1928 un million et demi de paysans vivent dans des rapports féodaux avec leurs seigneurs qui ont la juridiction sur leurs domaines. Schlange-Schoeningen, ministre de Bruning pouvait dire que la Révolution allemande a été la seule qui n'ait pas modifié les rapports de propriété à la campagne. Quant à l'administration proprement dite, voici ce qu'il en est en Prusse en 1930 : sur 490 hauts fonctionnaires (préfets, préfets de police, etc.) il reste 89 hobereaux. Impossible de nommer des fonctionnaires sans l'assentiment des administrations provinciales réactionnaires. La magistrature reste inamovible et elle est si « démocratique » que le Conseil d'État autorisera les communes à ne pas arborer les couleurs de la République. Quant aux princes, ils sont « indemnisés » pour les biens confisqués. Bref, les exemples abondent prouvant qu'en tant d'années de participation au pouvoir les S.D. n'ont jamais tenu les leviers du pouvoir, n'ont pas tenté de transformer la structure de l'État, même dans le seins républicain bourgeois.

Et si les nazis ont dû liquider la Reichsbanner et épurer la Schupo, ils ont pu garder dans l'ensemble, en l'augmentant et en le doublant d'organisations nazies, tout l'appareil administratif et répressif de la République dont le contenu social correspondait aux buts et aux méthodes de l'État fasciste.

[|L'épopée austro-marxiste|]

La défaite du mouvement ouvrier de l'Autriche compte parmi les chapitres les plus humiliants dans l'histoire des débâcles prolétariennes.

Pendant dix ans les villes autrichiennes, à l'exception de Graz, étaient pratiquement aux mains de la social-démocratie. Vienne-la-Rouge, Linz, etc., étaient autant de forteresses ouvrières. Jamais on ne donna à un parti ouvrier un champ d'essai plus propice que l'Autriche. Et jamais on n'enregistra une défaite plus honteuse que les journées viennoises de 1934.

L'austro-marxisme fut le secteur le plus avancé de la ii^{e} Internationale. Il se servait d'une phraséologie révolutionnaire extrêmement attractive. Sa lutte des classes était spectaculaire au plus haut point dans ce sens que des olympiades, des fêtes, des meetings grandioses rassuraient les ouvriers de leur force. La société socialiste semblait inéluctable, on n'avait qu'à vouloir...

Socialisme surtout municipal, l'austro-marxisme évoluait à volonté dans les limites de l'administration des villes. Il pouvait tout faire pour s'assurer de la bienveillance des masses. Les maisons municipales furent louées à bon marché aux ouvriers, ses piscines furent exemplaires, ses stades grandioses, ses écoles libres dirigées d'après des principes d'avant-garde inspirées des Freud et Max Adler.

La lutte pour les revendications de salaire que menait le prolétariat autrichien était entravée par l'effroyable crise dont souffrait continuellement ce pays ruiné par l'amputation de Saint-Germain et par le grand nombre de chômeurs qui peuplaient les jardins publics.

La social-démocratie autrichienne pensait donc venir à bout du capitalisme par ses impôts élevés qui supprimaient, comme le démontraient ingénieusement Otto Bauer et ses amis, « la plus-

value » capitaliste et qui la restituaient à l'ouvrier par le truchement de la bonne municipalité. D'autre part, la ville de Vienne, par exemple, ouvrait des établissements de loisir particulièrement chers, tels que théâtres, music-halls, restaurants, etc., où les pauvres capitalistes portaient ce que le fisc leur avait laissé.

Mais le côté tragique des agissements austro-marxistes réside dans leur stratégie. Dans nul pays du monde, le prolétariat ne fut jamais aussi bien armé qu'en Autriche. Dans aucun pays du monde, il y avait une armée aussi faible, pratiquement inexistante. En face du Schutzbund armé jusqu'aux dents il se trouvait les hordes mal équipées, mal dirigées et mal organisées des Heirnwehren.

Il n'y avait dans ces circonstances qu'une seule tactique pour ne pas vaincre. Elle fut glorieusement adoptée par les austro-marxistes, et elle se résume dans trois mots : défensive à outrance, stratégie mortelle pour toute lutte.

À chaque provocation des « chrétiens sociaux » (parti Dollfuss, plus tard « front patriotique »), les chefs socialistes exhortaient les masses au calme. Interdiction de journaux de la part du gouvernement chrétien-social, interdiction de réunions, provocations, etc., tout était toléré par l'austro-marxisme. De recul en recul il marchait à la défaite. D'humiliation en humiliation, il approchait de sa fin. Dollfuss tâtait le terrain ; il comprit que son adversaire était un mollusque. Quand le Schutzbund voulut se battre devant les canons de Dollfuss, il fut trop tard. Sur des ordres contradictoires, lancés souvent par des chefs impopulaires (les autres se trouvaient déjà en prison ou essayaient de fuir) un dernier essai de défense échoua. Une armée d'opérette vint, en quelques heures, à bout d'une résistance à la débandade.

[|Le Socialisme français|]

Jusqu'en 1936, la S.F.I.O. se différenciait, formellement tout au moins, des autres sections de la ii^{e}